

les conséquences que cela comporterait sur nos propres troupes qu'il faudrait évidemment retirer du terrain.

Je voudrais ajouter que je ne comprends pas la toute dernière réaction du Président Izetbegovic, et je l'appelle à garder sang-froid et raison. Il a dit oui ; ça n'était pas un oui sous condition de l'acceptation de l'autre partie, c'était un oui et pour que les sanctions de la communauté internationale soient appliquées, il faut que l'une des deux parties dise oui et que l'autre dise non.

PARIS, 21 JUILLET 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à France 3

Situation humanitaire au Rwanda

Q - Monsieur le Ministre, comment enrayer aujourd'hui ce flux, cette marée de réfugiés que l'on voit sur les images qui nous parviennent du Rwanda ?

R - Permettez-moi d'abord de rappeler que depuis plusieurs semaines la France avertit de ce qui va se passer. M. Balladur et moi-même sommes même allés au Conseil de sécurité des Nations unies pour dire que la plus grande catastrophe humanitaire des dernières décennies était en train de se préparer. Hélas, on y est. Que faire ? Tout d'abord, augmenter l'aide ; la France fait ce qu'elle peut, avec ses avions, avec les organisations humanitaires, avec les médecins, les médicaments que nous allons envoyer.

Q - Qu'allez-vous faire maintenant concrètement que la situation est devenue tragique ?

R - Nous installons une cellule humanitaire à Bujumbura, au Burundi avec l'autorisation des autorités burundaises, de façon à augmenter le pont aérien ; nous envoyons, je viens de le dire, des médecins, des vaccins, des équipes sur le terrain, et nous essayons de mobiliser les autres. La France ne peut pas faire cela toute seule, il y a des millions de réfugiés.

Q - Vous lancez un appel ?

R - Bien sûr : un appel aux Nations unies, le Haut commissariat aux Réfugiés est en train de se mobiliser. Un appel également à l'Europe : nous avons obtenu avant-hier que des crédits importants soient dégagés à cet effet. Et un appel aux grandes puissances : il y a des grandes puissances qui ont des moyens, qui ont de l'argent, il faut qu'elles viennent.

Q - Nous sommes seuls pour l'instant ?

R - Pas tout à fait seuls pour l'instant, il y a déjà des organisations humanitaires qui travaillent sur le terrain, au Burundi aussi, les Nations unies se mobilisent. Et puis il y a une deuxième chose qu'il faut faire, sur laquelle il faut insister, parce que on ne peut pas indéfiniment "faire du pont aérien" pour s'occuper de millions de réfugiés ; il faut que ces réfugiés puissent rentrer dans leur village et dans leur maison.

Q - C'est une solution politique que vous préconisez, c'est cela la solution ?

R - Bien entendu, la seule vraie solution à terme est politique. Il y a maintenant un nouveau gouvernement à Kigali, il faut que ce nouveau gouvernement puisse rassurer ses citoyens, ses ressortissants, les Rwandais, tous les Rwandais pour qu'ils puissent rentrer chez eux. C'est ce que la mission, que j'ai envoyée hier soir avec l'accord du Premier ministre, sur place, à Kigali, est allée demander aux autorités rwandaises.

Q - Le FPR, le nouveau gouvernement ne veut pas faire rentrer tous les réfugiés, c'est-à-dire bien entendu les Hutus. Donc, la population réfugiée ne va pas être rassurée de sitôt, qu'en pensez-vous ?

R - On ne peut pas imaginer cela. Qu'est-ce que le Rwanda ? C'était avant ces événements, 6,5 millions d'habitants. On peut estimer que cinq à six cent mille ont péri, peut-être plus. Plusieurs centaines de milliers, un million et demi à deux millions sont partis ; parmi cette population, il y avait 80 à 85 % de Hutus ; c'est leur pays, il faut qu'ils puissent rentrer chez eux, que les responsables du génocide soient châtiés. Il le faut, la France l'a demandé parmi les premiers. Que l'immense majorité de cette population, qui a été terrorisée ne puisse pas rentrer chez elle, ce serait inconcevable.

Q - Ne trouvez-vous pas que l'opinion est assez apathique à l'égard du Rwanda, et malgré ces images épouvantables ?

R - Non, je ne la trouve pas apathique. Nous avons beaucoup de témoignages de Français qui voient ces images et qui nous disent : comment peut-on faire ? Nous les avons orientés vers les organisations humanitaires, je pense en particulier au Comité international de la Croix-Rouge qui a fait un travail formidable depuis plusieurs semaines dans toutes les parties du Rwanda.

Q - Il reste que l'opération Turquoise n'a pas pu éviter cette catastrophe ?

R - Mais ce n'était pas son objectif. Comment voulez-vous que la France, seule, puisse éviter l'exode de trois millions de réfugiés ? Ce que nous nous étions proposé de faire, c'est-à-dire sécuriser une partie du Rwanda, nous l'avons fait : là où nous sommes, il n'y a pas eu de massacres depuis que nous y sommes, et le pont humanitaire fonctionne. Alors que les autres fassent pareil ! La France a sauvé l'honneur, il faut que la communauté internationale sauve le sien aussi.

Relève de l'opération Turquoise - MINUAR

Q - La situation étant ce qu'elle est, la France va quand même se retirer avant le 22 août ou est-ce qu'au contraire, ne faudrait-il pas que les Français restent sur place ?

R - Nous sommes en train de voir avec les autorités de Kigali comment la relève peut être organisée, également avec les Nations unies. Le Secrétariat général des Nations unies nous assure que d'ici la mi-août, 2 000 hommes, des casques bleus cette fois-ci de la MINUAR, de la force des Nations unies pourraient se déployer sur le terrain. Et par ailleurs, nous sommes prêts, au-delà du 31 juillet et du mois d'août à poursuivre notre aide humanitaire. Nous nous installons à Bujumbura au Burundi ; à partir de cette plate-forme humanitaire, nous continuerons bien sûr à assurer

l'acheminement de médicaments ou l'acheminement de vivres.

Q - 2 000 hommes suffiraient-ils dans le contexte actuel ?

R - On ne peut plus poser le problème en ces termes. Aujourd'hui ce sont des tonnes de vivres qu'il faut acheminer par Goma, par Bujumbura, et ça je le répète, le voudrait-elle seule, que la France ne pourrait pas le faire seule. Une fois encore, je lance cet appel à tous ceux qui ne peuvent pas rester indifférents à ce qui se passe, parce qu'on n'a jamais vu ça à ce point-là.

PARIS, 21 JUILLET 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à Europe 1

Ex-Yougoslavie - Bosnie - refus serbe du plan de Genève

Q - Quelle est votre réaction après l'échec des négociations sur la Bosnie ?

R - Il est peut-être prématuré de parler d'échec puisque c'est le 30 juillet que le groupe de contact, au niveau ministériel va se réunir pour tirer les conséquences de la situation actuelle. La réponse des Bosno-Serbes est inacceptable. Nous les avons prévenus, puisque nous sommes allés, mon collègue britannique et moi-même, à Pale et à Belgrade la semaine dernière. Nous attendions un oui sans condition, un oui à la carte proposée par la communauté internationale. Il y a certes d'autres sujets à discuter mais il faut d'abord dire oui à cette carte pour continuer à parler. Leur réponse est assimilable, en l'état actuel des choses à un non et ils doivent savoir que cela, nous ne l'accepterons pas, et que nous sommes décidés à mettre en œuvre les sanctions prévues dans l'hypothèse où ils persisteraient dans ce refus. Par ailleurs, les autorités de Sarajevo et le Parlement de la fédération croato-musulmane a accepté et je ne veux voir dans la déclaration du Président Izetbegovic qui retire cette acceptation qu'un mouvement d'humeur. Il faut, je le souhaite de tout cœur, que les Croato-musulmans continuent à tirer profit de la décision qu'ils ont courageusement prise.

Q - En cas d'échec confirmé, peut-on envisager à terme une levée de l'embargo sur les armes ?

R - Nous avons très précisément défini dans le plan de Genève les mesures que nous prendrions : d'abord, le durcissement des sanctions et leur application effective ; en second lieu, un strict respect de ce que l'on appelle les zones d'exclusion en Bosnie avec l'utilisation de la force pour les faire respecter. Enfin, au bout du chemin, si on ne peut pas faire autrement et malgré les conséquences graves que cette mesure pourrait comporter, la levée de l'embargo sur la fourniture des armes avec le retrait de la FORPRONU qui va de soi dans de telles circonstances. J'espère que l'on pourra éviter une telle extrémité.

Désastre humanitaire au Rwanda

Q - Le Rwanda : la situation est plus que dramatique, comment peut-on encore réagir, que pouvons-nous encore faire ?

R - Il y a plusieurs semaines que la France avertit la communauté internationale qu'un désastre humanitaire sans précédent est en train de se préparer au Rwanda, et on y est aujourd'hui : au Rwanda même mais également à la périphérie du Rwanda, au Zaïre où des millions de réfugiés se sont massés. Que faire ? D'abord mobiliser tous ceux qui peuvent aider en envoyant des vivres, des médicaments, des vaccins, des médecins, des équipes chirurgicales. La France fait plus que sa part, déjà depuis des semaines et des semaines ; les Nations unies commencent à se mobiliser ; l'Europe a dégagé des crédits il y a 48 heures, il faut que les autres grandes puissances suivent cet exemple. La deuxième réponse à ce drame sans précédent est de caractère politique, on ne pourra pas continuer à nourrir indéfiniment deux ou trois millions de réfugiés dans des camps, même si tout le monde s'y met. Il faut qu'ils puissent rentrer dans leurs villages et dans leurs maisons. Cela dépend en très grande partie du nouveau gouvernement de Kigali, ce sont ses ressortissants, ses nationaux, ses citoyens, il faut qu'il les rassure, qu'il les appelle à rentrer à la maison. Il faut certes châtier les responsables du génocide, mais trois millions de personnes ne sont quand même pas responsables du génocide. Celles-là, il faut, je le répète, leur donner des raisons de rentrer chez elles.

Relève de l'opération Turquoise - poursuite de l'assistance humanitaire française

Q - Le retrait des troupes françaises est-il toujours d'actualité ?

R - La France poursuivra ses objectifs dans le délai qu'elle s'est fixé, nous sommes en train d'en discuter à la fois avec le gouvernement de Kigali et avec les Nations unies. Les Nations unies nous indiquent que 2 000 hommes environ sous casques bleus seraient disponibles à la mi-août, ce qui permettrait d'assurer la relève. Il va de soi que, par exemple, à Bujumbura où nous sommes en train de créer une plate-forme humanitaire, la France continuera à acheminer l'aide comme elle a été, hélas, trop longtemps seule à le faire, depuis le début de ce drame.

PARIS, 21 JUILLET 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à M6

Situation humanitaire au Rwanda

Q - M. Juppé, aujourd'hui, on a appris que dans la zone de sécurité, protégée par la France et puis au Zaïre dans la zone de Goma, il y avait une épidémie qui avait débuté, une épidémie de choléra. Pensez-vous que c'est le rôle, la fonction des hommes de l'opération Turquoise de faire en sorte que l'épidémie ne s'étende